

Pouvoir d'emprunt—Loi

Le secteur automobile fait aussi face à de graves difficultés. Il se trouve aujourd'hui dans un état critique. En Colombie-Britannique, le gouvernement cherche à donner une leçon au Japon, et c'est pourquoi il retarde le dédouanement des voitures expédiées au Canada. Quel piteux effort de la part du gouvernement! C'est là un exemple de l'ineptie gouvernementale face aux problèmes actuels, et en ayant recours à ces tactiques d'amateur, le gouvernement ne réussit qu'à attiser la colère de beaucoup de gens. De plus, son initiative sera certainement tenue pour une insulte à l'industrie japonaise. Le secteur de l'automobile du Canada est en proie à de graves difficultés, mais je ne crois pas que cette initiative serve d'aucune façon à les minimiser. En fait, elle ne fait qu'exacerber les problèmes du Canada en nuisant aux entreprises et en provoquant du chômage. Les fabricants de voitures risquent la faillite. Des employés sont mis à pied, et les effets néfastes de cette situation se répercutent sur les collectivités. Non seulement cette confrontation ne sert pas nos meilleurs intérêts, mais elle fait ressortir l'impuissance du gouvernement à obtenir des résultats acceptables en collaborant et en faisant des compromis dans ses négociations avec une région du monde qui est d'une importance vitale pour la Colombie-Britannique.

Le Canada a vraiment besoin de conclure une entente commerciale globale avec le Japon en vertu de laquelle l'ouest du Canada bénéficierait de retombées industrielles en échange de son charbon, de ses minéraux, de son bois d'œuvre et d'autres matières premières. Ces ententes stipuleraient qu'un certain pourcentage des produits doit être fabriqué au Canada, de sorte que les petites entreprises obtiendraient des contrats et créeraient ainsi des emplois. Il est urgent qu'on mette fin à des manœuvres non productrices comme celles auxquelles on se livre actuellement à Vancouver et qu'on invite les investisseurs à collaborer à l'établissement d'un secteur manufacturier ici au Canada. Ce ne sont pas les Japonais qu'il faut blâmer, mais bien le gouvernement qui est incapable de relever les défis nationaux et internationaux.

Nous devons tenir compte à la fois du chômage et de l'inflation. Il y a un certain nombre d'années, le premier ministre (M. Trudeau) déclarait qu'il allait juguler l'inflation. Or, l'autre jour, j'ai lu dans un article qu'il avait quelque peu changé d'idée et réassurait maintenant que nous avions jugulé l'économie. Je trouve qu'il a raison, compte tenu de la situation actuelle au Canada.

● (2020)

Qui est responsable de tout cela, monsieur l'Orateur? Tout le monde, apparemment, sauf le gouvernement du Canada.

Une voix: Sottise!

M. Patterson: Sottise, certes, mais c'est ce que le gouvernement se plaît à répéter, accusant tout le monde, les Américains, les Japonais, les autres gouvernements et divers organismes, quand ce sont ses propres politiques qui paralysent l'économie. En fait, s'il continue, nous allons disparaître dans un trou noir.

Une voix: Balivernes!

M. Patterson: Sans doute le député de Willowdale (M. Peterson) s'y connaît-il, mais c'est tout de même la réalité. On sait que les dépenses du gouvernement figurent parmi les principales causes de la situation.

Quel déficit énorme nous allons laisser en partage à nos enfants, monsieur l'Orateur! Je crois comprendre que le service de la dette nationale nous coûte environ \$1 pour \$4 ou \$5 empruntés. Comment pouvons-nous espérer que les générations à venir pourront porter le fardeau de notre endettement en plus du leur? Or le gouvernement veut y ajouter encore 6.6 milliards de dollars. Actuellement, il nous faut travailler près de cinq mois de l'année rien que pour payer nos impôts aux gouvernements. Il n'est pas étonnant que les gens estiment avoir le droit d'exiger une rémunération assez forte s'ils doivent en payer près de la moitié en impôts.

M. Lapierre: Vous devez être très riche.

M. Patterson: Je ne pense pas que les députés d'en face sachent ce qui se passe dans le monde.

Une voix: Dites-le nous.

M. Patterson: Il est inutile de le leur dire, car ils ne peuvent entendre. Même s'ils écoutent ils ne peuvent entendre.

Je tiens à faire consigner au compte rendu certains chiffres concernant les faillites de petites entreprises, monsieur l'Orateur. Elles tombent comme des mouches de jour en jour. Leurs employés sont mis à pied et vont s'inscrire au chômage. L'agriculture fait face à la même situation. Les faillites individuelles sont attribuables aux taux d'intérêt qui minent l'économie et découragent nos concitoyens.

J'ai entendu le ministre prétendre qu'on ne pratique pas de taux d'intérêt élevés au Canada. A qui veut-il bien le faire croire? Il existe bel et bien une politique de cherté de l'argent, et celle-ci se répercute sur tous les secteurs de l'économie—les petites entreprises, l'agriculture, le logement et tout le reste.

M. Lapierre: Exposez-nous votre programme. Que feriez-vous à notre place? Nous aimerions bien vous l'entendre dire.

M. Patterson: Je n'ai pas clairement entendu cette intervention, mais je suppose qu'elle est de toute façon sans importance.

M. Peterson: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je répondrai volontiers aux questions du député. Je voudrais savoir ce qu'il propose au juste pour nous permettre de réduire le nombre des faillites et faire fléchir les taux d'intérêt au Canada?

M. Paproski: Démissionnez!

M. Taylor: Retirez le budget!

M. Paproski: Dégomez MacEachen!

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Le secrétaire parlementaire voit bien qu'il n'y a pas matière à faire un rappel au Règlement.

M. Patterson: Monsieur l'Orateur, cela ne fait que confirmer ce que je viens de dire, c'est-à-dire que les députés d'en face ne veulent pas entendre. Ils sont incapables d'écouter ou de comprendre. La gravité de la situation leur échappe et ils ne se rendent pas compte de la profondeur du désespoir qui s'installe partout au Canada.